

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

présidentielles

**quand bonnet
prend peur**



un meurtre "ordinaire"

Ce n'est pas avec France-Inter et Europe 1 que l'on aura pu saisir clairement le déroulement du drame en ce dimanche matin. Dans les premières heures après le meurtre et jusqu'à midi le lendemain, une seule personnalité interviewée, un commissaire de police dont le récit commençait par «Malgré les signaux réglementaires, une B.M.W. a continué sa route à vive allure» et de préciser que les C.R.S. en faction normale, ont du s'écarter pour ne pas être blessés. Il a été décidé d'établir un poste volant de contrôle. «Cette voiture est alors arrivée...».

C'est à n'y rien comprendre. Le jeune homme tué se trouvait-il dans un véhicule qui forçait les barrages de police ? Il faudra attendre les journaux écrits pour comprendre :

«C'est après la réunion du club de foot de l'A.S. Les Flamands que quatre copains montent dans la voiture de l'un d'eux. Il est 21 h 30. Vers 22 h30, alors qu'ils approchent de la cité La Buisserine dans les quartiers Nord, ils sont arrêtés par un contrôle de routine.

Quatre hommes de la CRS 53, stoppent la R 12 rouge. Vérifications des papiers de la voiture et des identités. Routine. Rien à signaler. Mais comme «on ne sait jamais», l'un des flics prie le chauffeur d'ouvrir son coffre arrière. Il descend. Pendant ce court laps de temps, Paul Taillefer, un CRS qui se trouve sur le flanc gauche de la voiture prévient «attention ce soir j'ai la gachette facile». Il contourne la R 12 en gesticulant. Tandis que son chef donne l'autorisation de circuler à Zaïr Djermoune -le chauffeur qui vient de se rasseoir au volant- Taillefer tire. Une rafale de MAT 49, quatre balles de 9 mm. «J'ai cru qu'il tirait à blanc pour nous faire peur, dit Zaïr, je me suis retourné et j'ai vu le visage ensanglanté de Lahouari. Mon premier réflexe a été de fuir, mais je suis revenu sur mes pas». Jdamen Djermoune, le frère du chauffeur, assis à

l'arrière aux côtés de la victime assassinée a tout vu : «Le CRS, le gros, était très nerveux. Son arme était braquée sur nous, la fenêtre arrière droite ouverte. Il a mis le canon de son arme, à trente centimètres du visage de Lahouari»...

Après le meurtre, le CRS Taillefer a lâché son arme. Un de ses collègues l'a interrogé : «Qu'as-tu fait ?», puis l'a entraîné dans le fourgon.», raconte la correspondante à Marseille de Libération.

Et Le Quotidien de Paris de dresser «une liste déjà longue : la mort «accidentelle» de Houari ben Mohamed vient alourdir la longue liste des «bavures» de cette année. Le 13 janvier, Yazid Naieli, un Algérien de 22 ans, est surpris en flagrant délit de cambriolage. Un gardien de la paix de Strasbourg, Jean-Marc Pellazzari, lui tire une balle en pleine tête et le tue sur le coup. Le 2 février, c'est au tour d'Abdelkader Gribb, 16 ans, d'être victime d'un policier de Villeneuve-sur-Lot. Cette fois, le policier «a glissé sur une marche d'escalier». Le 27 mars, Serge Daudernier, 41 ans, conducteur d'engins, pris dans une fusillade entre un repris de justice et des fonctionnaires à Sainte est également touché à mort par les balles perdues d'un fusil mitrailleur. La seule faute de ce malheureux : «s'être dissimulé derrière une poubelle pour jouir du spectacle». Jean-Luc Riedel, 24 ans, est aussi tué par inadvertance le 3 mai par un policier de Lunéville. Au cours d'une perquisition le 19 mai c'est François Six, un bûcheron de 56 ans qui meurt sous les balles des policiers, puis François Leterrier, le 7 juin.

Dans chaque cas, une information a été ouverte par le parquet des villes respectives et une enquête administrative a été ordonnée. Mais dans ce genre d'affaires (qui ont d'ailleurs été vivement condamnées par les syndicats de police), la justice est assez molle à l'égard des policiers coupables de ces violences ou, pour le moins,

victimes de leur manque de sang-froid. Ainsi le sous-brigadier Marquet, meurtrier de Mohamed Diab, mort à 32 ans d'une rafale de pistolet mitrailleur, le 29 novembre 1972, a bénéficié d'un non-lieu. Tout comme l'inspecteur Marc Artéon de la Brigade de Répression du Banditisme, qui tua lors d'une bousculade Mohamed Kadi, le 11 janvier dernier. Le brigadier Marchaudon ne fera l'objet de poursuites qu'après avoir abattu Mustapha Boukhezer en 1977. Sans doute sera-t-il condamné et purgera-t-il une peine de prison. A moins qu'à l'exemple du brigadier Delmas, condamné pour avoir passé à tabac un Algérien, il ne bénéficie de la grâce présidentielle.»

Le Président du Syndicat de la magistrature, Dominique Coujard, rappelle pour les lecteurs de Libération l'état du droit actuel en matière de contrôle d'identité :

«On ne parle pas dans cette affaire de flagrant délit, ni d'enquête judiciaire. On se trouvait donc dans le cadre d'une opération de police administrative. La police n'a pas, dans ce cadre, le droit de vérifier les identités. La jurisprudence ajoute : «Sauf circonstance particulière». Outre que cette notion est très contestable, il s'agissait dans le cas d'espèce des menaces de trouble à l'ordre public que faisait régner l'appel à

un rassemblement interdit. A Marseille, il n'y avait pas plus de «circonstance particulière» que de flagrant délit.

La police pouvait donc arrêter le véhicule, en vérifier les documents administratifs, le permis du conducteur. Mais pas l'identité des passagers, pas plus qu'elle n'avait le droit de les fouiller ou de fouiller le véhicule. Un véhicule automobile est assimilé au domicile. Le conseil constitutionnel l'a rappelé en censurant la loi autorisant la fouille des coffres, bien sûr, la cour de cassation a condamné Trignol qui refusait de se soumettre, mais elle l'a fait au prix de contorsions juridiques dégradantes, qui n'affectent pas le principe parfaitement clair posé par le conseil constitutionnel, auquel il est à espérer qu'elle revienne.

Il serait grand temps que le ministre de l'Intérieur fasse appliquer la loi car ces contrôle illégaux, la violation du droit par ceux-là même qui sont chargés de la faire respecter, n'a jamais renforcé la sécurité des personnes, au contraire.»

Bien entendu, il s'agit là d'un vœux pieux. L'orientation du gouvernement est tout autre. Il s'agit pour lui de faire légaliser l'indépassible. C'est l'un des buts du trop fameux projet «Sécurité et liberté».

Régine JUDICIS

ROYALISTE CAHIERS TRIMESTRIELS - 10 F

ABONNEMENT ROYALISTE-CAHIERS-TRIMESTRIELS

Nom : Prénom :

Adresse :

.....
s'abonne à R.C.T. (un an, 4 numéros : 35 F, soutien : 50 F)
règlement à l'ordre de Royaliste CCP 18 104 06 N Paris.

l'ambigu

Et voilà Michel Rocard candidat à la candidature ! La procédure utilisée a pu surprendre, mais il eut été étonnant que l'ancien dirigeant du P.S.U. ne cherchât pas à s'imposer à son parti : il s'y préparait depuis longtemps, et méthodiquement. Mais nous ne savons toujours pas qui est Michel Rocard, et ce qu'il veut.

Bien sûr, Rocard veut le pouvoir. Et il est significatif de constater qu'il se lance à sa conquête en respectant, lui le vieux militant d'appareil, l'esprit monarchique de la constitution de la Ve République : Conflans Sainte Honorine, c'est par-delà son parti que le candidat a voulu se présenter à l'ensemble de la nation. C'est peut-être contraire au règlement du Parti socialiste, comme l'a souligné Mitterrand. Mais le général de Gaulle avait voulu que l'élection du chef de l'Etat ne soit pas le fait des partis et Rocard respecte, au moins formellement, cette exigence qui touche à l'indépendance du pouvoir.

Il est vrai que cette excellente attitude n'empêchera pas Rocard de demeurer un partisan, s'affrontant à d'autres partisans : la logique politicienne l'emporte sur l'esprit des institutions. Et Rocard, à ce jeu, n'est ni plus ni moins mal placé que ses adversaires, qu'il s'agisse de Debré, de Marchais ou de Giscard. Mais, une fois admises les limites de la compétition et son caractère nécessairement décevant puisqu'il s'agit toujours de porter à la tête de l'Etat un homme de parti, des questions demeurent, quant à la personnalité et aux idées de celui qui pourrait représenter la tradition socialiste.

Car l'effet Rocard est pour le moins ambigu. Debré, Marchais, Giscard, Chirac représentent des traditions politiques bien définies, des intérêts de classes ou de castes nettement circonscrits. Mitterrand, de son côté, incarne la vieille espérance socialiste, généreuse dans ses principes, souvent décevante lorsqu'elle tente de devenir une politique concrète. Mais Rocard ? Certes il exprime, au sein du Parti socialiste, un courant plus chrétien que laïque, plus autogestionnaire et plus décentralisateur qu'étatique, et qui a voulu sortir d'une certaine routine intellectuelle. Souvent, dans *Royaliste*, nous nous sommes faits l'écho des analyses, souvent pénétrantes, toujours intelligentes, de Gilles Martinet, de Jacques Julliard, de Patrick Viveret.

Tout porterait donc à souhai-



Michel Rocard : le double de Giscard d'Estaing ?

ter l'ascension d'un homme qui pourrait être un « nouveau politique » renouvelant les méthodes et fixant de nouvelles finalités à la gauche non communiste. Et pourtant, il y a doute, malaise, interrogations jamais satisfaites. Les « rocardiens » réfléchissent et écrivent, mais Michel Rocard n'a publié aucun essai qui nous permettrait de juger de la cohérence et de la force de sa pensée politique. Les « rocardiens » entendent sortir des routines partisans, mais Rocard est celui qui, depuis des années, s'efforce de conquérir l'appareil du Parti socialiste. Et puis, surtout, l'homme est double : il fut inspecteur des Finances et dirigeant du P.S.U., il fréquente aujourd'hui les réunions de la Trilatérale tout en aspirant à représenter l'ensemble de la tradition socialiste.

Comment peut-on vivre, aus-

si longtemps, de telles contradictions ? Quelles sont, au fond, les véritables convictions de Michel Rocard ? Nul ne le saura pendant sa campagne électorale - si campagne il y a - puisque tous les discours politiques cherchent à banaliser les idées fortes, à séduire, à rassurer. Une fois déjà, en 1974, les Français ont été floués

par un homme qui paraissait ce qu'il n'était pas. Giscard jouait sur deux tableaux : le « changement » et le refus de l'aventure, l'homme jeune et neuf et le ministre plein d'expérience, avec, toujours brandi, l'argument de la « compétence ». Rocard, aujourd'hui, utilise la même recette : jeunesse-compétence-ouverture. Seule la tonalité du discours a changé. Mais les discours soigneusement calibrés et peaufinés devant un magnétophone ne font pas nécessairement une bonne politique.

Aurons-nous, désormais, à choisir entre des « images de marques » élaborées par les cabinets de marketing et serons-nous condamnés, en 1981, à choisir entre Valéry Giscard d'Estaing et un double tenant un agréable discours « de gauche » ?

Yves LANDEVENNEC

j'ai peur

La nuit, j'ai peur. Je rentre tard chez moi, à cause de mon travail. En voiture, mais tout de même je ne me sens pas tranquille. J'en vois qui rôdent à pied. D'autres sont en moto, par groupes de trois. Il y en a aussi qui sont dans des cars, embusqués aux coins des rues.

Ils ont peut-être, le droit d'arrêter tous ceux qui ne leur plaisent pas. C'est à dire ceux dont la voiture est sale, vieille et pleine de bosses; ceux qui ont un blouson de cuir et des cheveux longs; ceux qui sont Arabes ou qui ressemblent à des Arabes; mais aussi tous ceux qui ont une drôle de tête, une drôle d'attitude. Quant à ceux qui font un geste de trop, ou qui semblent sur le point de faire un geste de trop...

Même ceux qui ne font rien peuvent être froidement abattus, comme Houari ben Mohamed, l'autre jour, à Marseille.

Contrôle d'identité, qu'ils disent. Mais ces contrôles se terminent parfois au poste, à l'hôpital ou à la morgue. Sécurité, qu'ils disent. Mais, moi, la nuit, j'ai vraiment peur. Pas de passants dans les rues, rien que ces gens avec leur uniforme et leur mitraillette. Liberté, qu'ils disent. Ça pour être libres, ils le sont : fouille, passage à tabac, ou pire encore. Et quand ils font une petite bêtise (un pied qui glisse, une mitraillette qui part toute seule, un doigt qui presse trop sur la détente parce que l'autre avait un mauvais regard) on appelle ça « bavure » et on oublie vite. Il y a des sanctions, mais elles n'ont pas l'air de les calmer : quatorze morts, victimes de bavure, en 1980.

Bien sûr, ils ne sont pas tous coupables, ni tous dangereux. Certains gardiens de l'ordre se font tuer bravement pour nous protéger. Mais j'ai beau me raisonner, la nuit j'ai peur. D'ailleurs, je préfère ne pas signer.

Un Anonyme

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris. Téléphone : 297-42-57
C.C.P. Royaliste 18 104 06 N Paris

* Changements d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

* Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal

Directeur de la publication : Yvan AUMONT.

Imprimé en France - Diffusion - N.M.P.P. - Numéro de commission paritaire : 51 700.

la sidérurgie malade du libéralisme

Pour la première fois depuis la signature du Traité de Paris (1959) qui instituait la CECA (1) la Commission de Bruxelles propose de décréter «l'état de crise manifeste».

Si celui-ci est appliqué, la Commission assignera à toutes les entreprises sidérurgiques du Marché Commun des quotas, pour chaque type de produits, qu'elles ne pourront dépasser.

Comment en est-on venu là ? D'une part, les accords de limitation volontaire passés dans le cadre d'Eurofer, ont été dénoncés par la firme allemande Klöckw et ne sont pas respectés : l'Allemagne dépasse son contingentement de 13%, l'Italie de 16% et le Bénélux de 25% ! D'autre part, Bruxelles découvre que la sidérurgie de la CEE est en danger : la demande s'effondre (moins 34% pour le secteur automobile) et les prix baissent (moins 13% depuis le début de l'année) alors que les coûts augmentent (entre 10% et 30%); les entreprises tournant en moyenne, à 58% de leur capacité de production.

Pour M. Davignon, commissaire chargé de la politique industrielle, ce plan devrait permettre de rétablir «l'équilibre du marché». C'est la vieille doctrine libérale : il suffit de limiter l'offre pour que les prix remontent. Rappelons que ce triste vicomte s'est récemment illustré à propos de l'automobile (dont nous avons vu l'importance pour la sidérurgie) : il a tout simplement souhaité que la concurrence soit «loyale» et que les Japonais supportent les mêmes coûts de production, que ces derniers installent leurs usines... en Europe ! Pour protéger les brebis, on referme la porte de la bergerie... mais après y avoir fait entrer le loup ! Il y eut quelques grincements de dents du côté de Sochaux et de Billancourt. Pour Monsieur le Vicomte, cet «état de crise manifeste» ne doit pas avoir de répercussion sur l'emploi; mais, à tout hasard, la commission demande 700 millions de francs pour faire face aux dépenses sociales causées par la crise.

C'est aussi au nom du libéralisme que les Allemands s'opposent à une mesure dirigiste. En

fait, ils défendent leurs intérêts. A l'heure où ces lignes sont écrites, on ne sait si la RFA opposera son veto au nom de son «intérêt vital». Il est probable qu'elle se livre à un chantage pour obtenir des quotas qui lui soient plus favorables.

Mais le plus étonnant de cette triste affaire, c'est que la Commission n'a pas cru nécessaire de proposer un contingentement des importations (provenant des pays intérieurs à la CEE), estimant que le système d'autolimitation en vigueur donne actuellement satisfaction. Toujours le vieux libéralisme; périsse la sidérurgie, plutôt que le principe : pas de protectionnisme.

Pendant ce temps, que font les Américains, eux aussi champions indéfectibles du libéralisme économique ? Ils prennent des mesures de soutien (allègement des taxes) pour permettre à leur industrie de se moderniser. Et surtout, ils rétablissent (pour trois à cinq ans) des prix minimaux «prix fourchette» destinés à lutter contre la concurrence étrangère «déloyale». Bref, ils font ce que nous demandons depuis longtemps, et que notre Etat -qui a démissionné- n'applique pas : un protectionnisme limité dans le temps pour assurer les mutations nécessaires (et protéger l'emploi).

«L'Etat de crise manifeste» qui est une mesure notoirement supranationale, ne résoudra rien. Chacun continuera à défendre son intérêt national dans le cadre européen qui est une passoire.

Au nom du libéralisme évidemment.

A. SOLARI

(1) C.E.C.A. : Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.



«l'engorgement de l'Université par le Tiers-Monde» (Saunier)

saunier fossoyeur

Etudiants, étrangers : deux tares aux yeux des ministricules de service chargés d'appliquer dans l'Université les directives du gouvernement. La rentrée 80 inaugurera-t-elle l'ère des épurations en douce... sans qu'aucune réaction ne se dessine ?

C'est depuis 77 que le pouvoir par voie de circulaires a mis en place un réseau serré de blocages administratifs afin d'empêcher -comme le déclarait Saunier-Seité «l'engorgement de l'Université par le trop plein du tiers-monde». En 79-80, coup sur coup, la circulaire Bonnet établissait de nouvelles discriminations : financières pour les étudiants étrangers ne disposant pas de revenus suffisants; par le flicage bureaucratique pour l'obtention des cartes de séjour; par une répartition arbitraire des étrangers et par l'établissement de quotas dans certaines universités. Deuxièmement le décret Imbert instituait une commission nationale qui renforçait le contrôle gouvernemental et mettait un point final à l'autonomie universitaire alors que jusqu'à présent seule l'Université disposait du droit de regard sur les candidatures (1).

Malheur à l'étudiant étranger perdu dans les arcanes de cette bu-

reaucratie tatillonne, car l'expulsion rapide est à la clef !

Ces décisions ne sont qu'un des aspects de la reprise en main de l'Université (2), mais elles sont symptomatiques d'une volonté nettement affirmée de mettre au pas un secteur qui demeurerait jusqu'à présent un espace de liberté et d'amitié fondée sur la langue et la communauté de cultures sœurs.

Au lieu de cette politique xénophobe et odieusement démagogique, le pouvoir aurait pu s'interroger comme le faisait René Dumont (3) sur les bénéfices réels que les pays africains francophones pouvaient retirer de l'envoi de milliers de jeunes ressortissants dans les universités françaises. N'était-ce pas un cadeau empoisonné ? Et n'assiste-t-on pas en Côte d'Ivoire ou au Sénégal à la constitution de nouvelles élites, disposant d'un simple bagage juridique et littéraire, là où il faudrait

des techniciens et des ingénieurs ? Dans cette optique, la coopération et la concertation avec les Etats concernés deviendraient des réalités tangibles. Etablies dans un climat de confiance, elles permettraient à la France de jouer un rôle moteur dans le développement africain. Au lieu de cela le pouvoir giscardien perd, par des mesures inconsidérées, tout le crédit de la France. Les pays francophones se tourneront-ils vers les universités anglo-saxonnes ou soviétiques ? Est-ce cela que l'on veut ?

La présence d'étudiants étrangers qui s'installeraient définitivement en France menace-t-elle notre emploi ? Les chiffres sont là pour prouver qu'il n'en est rien. Mais un tel argument, en période de chômage et de récession, touche les citoyens soucieux de leur propre devenir immédiat. La révolte étudiante, enregistrée en mai 80 à la suite de ces mesures, cache mal l'acquiescement tacite, indigne de notre pays, de la majorité des Français. La mobilisation molle des appareils syndicaux en est la preuve manifeste : les mots d'ordres du P.C. «contre la casse de l'Université ne rencontrèrent d'ailleurs aucun écho chez les enseignants.

L'arrondissement de l'Université est d'ores et déjà une grande victoire giscardienne. Le seul contre-pouvoir qui demeurait encore vivace, s'effrite. Saunier-Seïté n'a plus qu'à terminer son travail de fossoyeur des libertés universitaires : en changeant le mode d'élection des présidents d'université, et en facilitant l'accession à ces postes d'une cléricature aux ordres, en soutenant les syndicats jaunes style UNI ou CELF, en poussant à l'épuration des maîtres-auxiliaires taxés de faire du «mauvais esprit», en renforçant enfin la centralisation.

Oui, Saunier, la rentrée sera calme. Pourquoi ne pas aller plus loin puisque personne ne réagit ? Puisque désormais tu gères un cimetière d'hallucinés.

F.M.

(1) Sans parler de l'examen de Français qui est contraire à la déontologie universitaire et humiliant dans son principe.

(2) Voir les analyses de *Royaliste-Université* numéro 14 (abonnement : 10 F).

(3) *L'Afrique noire est mal partie* - René Dumont - Le Seuil.

Un bouc émissaire a été trouvé en la personne de Giersek et celles de ses collaborateurs. Les remaniements au sommet sont caractéristiques d'un net infléchissement de tendance. La nouvelle équipe au pouvoir semble vouloir prendre le train «ouvrier» en marche, parce qu'il n'y a pas d'autres solutions. Stanislas Kania a tenu à déclarer que l'évolution actuelle était irréversible. Face aux multiples prises de position des Etats communistes, spécialement celle de la R.D.A., cette déclaration constituait un acte politique important. La pression des appareils communistes contre le mouvement polonais est d'autant plus forte qu'eux-mêmes se sentent menacés dans leur force monolithique.

Cela ne signifie pas que Lech Walesa a gagné sur toute la ligne en Pologne même. L'appareil résiste et il continue de résister jusqu'au bout. On le voit mal contribuer à son propre abaissement. Il est même sensible que les membres de la nomenklatura se voyant menacés résistent aux initiatives de Kania. Ce dernier a entrepris une grande tournée pour reprendre en main le parti. Sa tâche est des plus pénibles. Amers, les membres du parti, ceux de la base, trouvent souvent qu'on a eu trop d'indulgence depuis 1976 pour les diverses oppositions. Les forces de répression partagent largement ce sentiment.

dur combat pour lech walesa

Depuis la victoire de Gdansk, la situation polonaise évolue selon une logique bien prévisible. Le désarroi de l'appareil dirigeant s'est manifesté comme on s'y attendait.

Lech Walesa est très conscient de cela. C'est pourquoi il tient à mener prudemment son entreprise. Il sait que Kania malgré toute sa bonne volonté doit faire face aux soviétiques, aux autres membres du pacte de Varsovie, à son propre parti. Il serait dangereux pour lui de brûler les étapes. D'où une prudence qui n'est pas toujours comprise par les partisans les plus bouillants. On a vu Walesa tenir bon contre le déclenchement à son avis prématuré d'une grève générale. Certes l'irritation est grande chez les syndicalistes devant les obstacles mis à la reconnaissance des statuts de **Solidarité**. Mais toute réaction prématurée risquerait selon Walesa de compromettre la cause du nouveau syndicat libre. La tâche n'est pas aisée, car pour la première fois dans sa jeune existence les dé-

légués se sont divisés sur la décision à prendre. Le risque d'une tension entre modérés et activistes n'est pas à dédaigner puisqu'il pourrait entamer la belle unité d'origine et surtout compromettre, ce qui serait désastreux, l'autorité de Lech Walesa.

Celui-ci a jusqu'ici su mener remarquablement sa barque. S'il perdait son prestige, ce serait une grave régression pour le mouvement ouvrier. Son prestige paraît pour le moment intact et la tournée qu'il a entreprise dans le pays ne fait que le conforter. Il est assez caractéristique que pour cette tournée il ait tenu à reprendre l'itinéraire du triomphal voyage de Jean-Paul II en 1979.

Michel DOHIS

tragédie à el asnam

Les mosquées se sont mises à chanter, annonçant le deuil et l'affliction pour tous les Algériens. Chant grave, lent et modulé à longueur de journée, et pendant sept jours, pour rappeler le terrible tremblement de terre qui vient de secouer El Asnam, grande ville du Nord de l'Algérie, entre Alger et Oran.

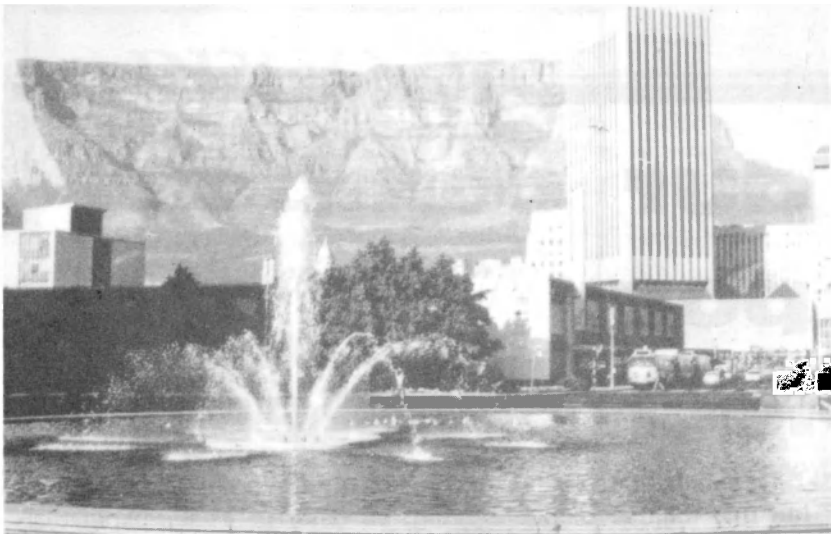
Cité de 120 000 habitants, elle s'est écroulée, faisant des milliers de victimes. Routes coupées, communications interrompues, ce champ de bataille qu'est aujourd'hui El Asnam, en dehors de la rapidité et de l'énorme puissance de ce mouvement tellurique (niveau 7,5 sur l'échelle de Richter qui en comprend 9), et de ses atroces conséquences en vies humaines, représente également une grande catastrophe économique.

Ayant eu lieu sur la principale voie de communication entre Alger et toute la partie Nord-Ouest

et Sud de l'Algérie, la tragédie d'El Asnam a de larges répercussions sur toute la vie du pays. Un lien s'est soudainement rompu dans la chaîne que représentent les voies routières pour l'approvisionnement du Sud-Ouest algérien. Bien plus, la priorité à accorder à la recherche et au dégagement des morts encore ensevelis sous les décombres des immeubles écroulés (69% des constructions se sont effondrées), à la sauvegarde et aux soins des blessés, au regroupement et à l'aide aux 25 000 sinistrés sans abri, perturbe considérablement la vie dans l'ensemble du pays. Déjà incertains, les approvi-

sionnements deviennent aléatoires, phénomène encore aggravé par la fête de l'Aïd, (19 et 20 octobre) qui, avec le pont, a duré cinq jours cette année. 50 à 80% des commerces sont alors fermés pendant 15 jours, les gens rentrant dans leurs villages pour participer au rituel musulman du sacrifice du mouton. Maintenant va s'amorcer la reconstruction. Déjà la solidarité nationale et internationale a joué par l'envoi notamment de plasma sanguin. Mais reste à savoir sous quelle forme sera donnée l'aide, déjà annoncée, des pays industrialisés, et quelle sera son efficacité, dans un pays riche en possibilités, mais manquant de souplesse structurelle.

Paul JAN
correspondant de
Royaliste en Algérie



Le Cap : la ville blanche ...

afrique du sud : le pari impossible

A la suite des récentes émeutes raciales de Soweto dont le bilan se solde par un mort, plusieurs blessés et le durcissement de la répression; Michel Fontaurrelle, de retour de R.S.A. explique les raisons de l'impasse sud-africaine.

Tous les dépliants touristiques l'affirment : Durban c'est Miami. Et puisqu'on nous oblige à comparer, j'ajouterai que la célèbre «Lincoln Avenue» de l'opulente cité de Floride ne possède pas le charme du Golden Mile qui fait de la capitale du Natal une ville de rêve. Johannesburg quant à elle, c'est n'importe quelle ville américaine : steak houses et pizzerias, magasins luxueux, balayeurs et vendeurs de journaux noirs, avenues rectilignes et gratte-ciel... Le caractère spécifique des villes du pays, c'est à Prétoria, perdue dans ses jacarandas, qu'on le trouve, mais surtout au Cap, la plus hollandaise, la plus afrikaner des cités d'Afrique du Sud. Mais qu'elles soient belles ou sans attrait, partout dans ces villes, la richesse s'étale et règne l'ordre, la propreté et un calme apparent.

Voilà sans doute qui donne raison aux textes de propagande sud-africains si généreusement distribués; mais qu'un curieux ait l'idée de demander à aller à Soweto, la réponse laisse perplexe : «Funny question» ! Comment traduire ? On ne visite pas Soweto, ce n'est pas convenable et d'ailleurs c'est interdit. Il me faudra donc aligner pas mal de rands pour que le chauffeur de taxi, courageux, mais pas téméraire, me permette de voir, sans y pénétrer, la grande banlieue noire de «Jobourg». Hallucinant ! Incroyable ! La même pauvre maison 60.000 fois répétée dans le morne alignement de rangées sinistres. 60.000 c'est le

nombre annoncé de jacarandas qui embellissent Prétoria à quelques dizaines de kms de là. Ici pas un arbre, la tristesse absolue et le fin fond du désespoir, un des aspects les plus hideux de l'apartheid.

L'APARTHEID, MYTHES ET RÉALITÉS

Apartheid ? Cette doctrine officielle d'organisation de la société sud-africaine est présentée par ses adversaires comme la mise en œuvre de la plus sinistre des idéologies puisque fondée sur des considérations raciales, mais elle est également présentée par ses tenants comme le seul système de développement imposé par l'hétérogénéité de la société locale et qui respecte la spécificité de chaque groupe humain. Un système qui, en définitive, doit permettre l'épanouissement complet de toutes les différences en éliminant un nivellement des valeurs.

Cette politique rebaptisée «développement multinational» devrait faire de l'Afrique du Sud une réalité géographique qui juxtaposerait la République d'Afrique du Sud considérée avec ses quatre provinces comme le foyer géopolitiquement déterminé de la nation blanche et diverses nations noires indépendantes qui se composeraient de deux Etats : le Lesotho et le Swaziland dont l'existence est reconnue sur le plan international; deux Etats : le Transkei et le Bophuthatswana, reconnus de la seule R.S.A. et de sept autres foyers historiques en

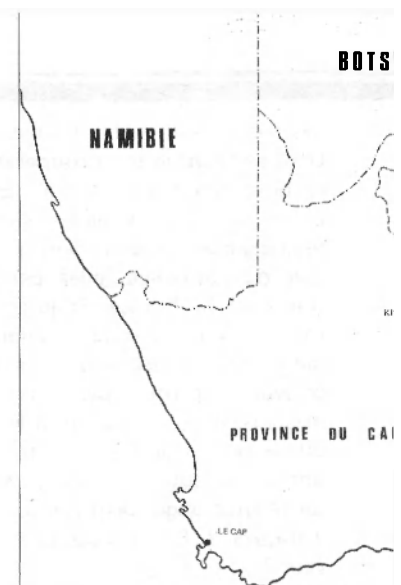
marque vers l'indépendance, autrement appelés les homelands ou bantoustans.

Dans cet ensemble et sur un pied de stricte égalité, chaque Etat totalement indépendant et formant un ensemble homogène posséderait sa langue, ses propres institutions politiques, éducatives et culturelles. Dans une phase ultérieure pourrait se créer une confédération de l'Afrique australe avec la Namibie, le Botswana, le Zimbabwe et le Mozambique. L'Afrique verrait ainsi surgir un Etat confédéral multiracial, politiquement stable, économiquement développé, soustrait à l'idéologie marxiste, véritable rempart de l'Occident dans une zone stratégique de la plus haute importance.

Séduisant programme, qui a le mérite d'apparaître cohérent, logique et acceptable. Oui-mais, car il y a un «mais» de taille.

Car l'apartheid, cette doctrine de la cohabitation harmonieuse, soi disant indispensable aux bonnes relations entre races est, en réalité, née d'un réflexe de peur de la minorité blanche face au poids démographique des noirs. Le mot a été créé en 1943 par le Docteur Malan qui, sous ce vocable devenu signe de ralliement, a gagné les élections de 1948 avec le «Parti National» depuis lors au pouvoir. Cependant, historiquement, ses premières applications datent du début du siècle. En 1913, les noirs ne peuvent acheter des terres hors des réserves, ces réserves qui deviendront les homelands. En 1926, le **Coulour Bar Act** les exclut de la quasi totalité des emplois; en 1936, le **Représentation of Nation Act** les raye des listes électorales et tout s'enchaîne très vite. En 1948, toutes les mesures raciales éparses deviennent un tout cohérent que couronne le «célèbre» **Immorality Act** qui interdit mariages et relations sexuelles entre blancs et gens de couleur. C'est alors que le «petty apartheid», l'apartheid «mesquin» domine entièrement la société sud-africaine. Et cette abomination porte un nom que l'on est obligé d'écrire alors que le stylo brûle les doigts : cela s'appelle le «Nationalisme chrétien». M. Vorster qui fut 1er ministre de la R.S.A. jusqu'en 1978 -c'est si proche- pouvait déclarer en 1942 : «*Notre politique est celle du Nationalisme chrétien qui est l'allié du National Socialisme*».

Le Dieu des chrétiens est enrôlé pour cette triste croisade par les rudes protestants de l'Eglise réformée hollandaise. C'est ainsi



que le préambule de la Constitution de la République fait référence à «*Dieu qui a rassemblé sur cette terre nos ancêtres venus de toutes parts, et la leur a donnée, qui les a guidé de génération en génération ...*» et il se trouvera un théologien qui, bible en main, sans crainte de déshonorer sa religion, pourra déclarer aux boers ravis et qui, d'ailleurs, ne voulaient pas entendre autre chose que : «*l'indigène doit obéir à notre commandement; il doit même supporter notre châtiement au nom du Seigneur*». Comment dès lors s'étonner que le bourreau Sud-Africain ait tant de besogne puisque sur 100 exécutions capitales enregistrées en 1979 dans ce pays, 98 des suppliciés furent noirs. Il est vrai que comme l'ajoute dévotement le théologien en question, M. Strauss, «*le châtiement des blancs délivre l'indigène de l'esclavage du péché*».

C'est clair et net, les blancs doivent rester les maîtres et pour ce faire, les principes les mieux affichés doivent céder devant la réalité de l'apartheid qui forme un tout dans sa dimension sociale, culturelle, politique et économique. Précisément la vie économique de la république illustre fort bien cette constatation.

Orientée à son origine vers l'agriculture, puis profondément marquée vers la 2ème moitié du XIXème siècle par la découverte des gisements diamantifères de Kimberley et aurifères de Johannesburg, la R.S.A. commence à s'industrialiser vers les années 30 tout en restant étroitement soumise aux intérêts de Londres. L'arrivée au pouvoir en 1948 du **Parti National Boers** marque un coup d'arrêt à l'application des principes de l'économie libérale pourtant inscrits dans la Constitution.

Il apparaît en effet et ceci non pour des raisons morales mais uniquement économiques, que



certaines groupes financiers et industriels puissants, d'origine anglaise ou juive (Oppenheimer) se montraient assez tièdes vis-à-vis de l'apartheid. Les nouvelles autorités ont entrepris de se doter des moyens de contrebalancer leur puissance en créant, non par le jeu de la concurrence, mais par leur pouvoir politique, des groupes financiers Boers puissants liés au parti gouvernemental. Par ailleurs, d'importantes sociétés d'économie mixte étaient créées, les secteurs clés de l'industrie passant sous le contrôle de l'Etat.

Les chiffres parlent alors d'eux-mêmes. 80% de la production industrielle est concentrée dans les quatre plus grandes villes blanches de la République. Les homelands contribuent pour moins de 3% au produit national brut et encore faut-il préciser que les salaires des ouvriers noirs travaillant dans les zones blanches et rapatriés dans ces foyers nationaux sont comptabilisés dans ce dérisoire pourcentage. C'est ainsi que cette République fabuleusement riche, industrialisée comme peu d'autres Etats dans le monde, possède un revenu moyen par tête qui la place loin derrière la pauvre Yougoslavie. Ce qui s'énonce autrement : le revenu moyen annuel pour un blanc en 1977 est de 5.200 dollars contre 300 pour un noir des homelands.

Exclus de la vie politique et sociale de la R.S.A., les populations noires, malgré toutes les difficultés rencontrées, peuvent-elles espérer construire ces nations-but théoriquement ultime du développement multinational- dans lesquelles elles pourraient trouver la liberté.

UNE SITUATION BLOQUÉE

Il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte de la région pour s'apercevoir que cette idée relève encore de l'escroquerie, exception

faite peut-être pour le Transkei, alibi des blancs de R.S.A. pour justifier le bien fondé de leur politique aux yeux de l'opinion internationale.

A quelle indépendance, en effet, pourraient prétendre les minuscules Kangwane et Venda, l'infortuné Ciskei ou l'in vraisemblable Kwazulu, une nation faite de pièces et de morceaux de grandeurs diverses épars dans le Sud-Est africain (la carte que nous présentons dans ces pages est largement simplifiée par rapport à une situation très complexe). En définitive, les homelands sont des réserves où les industriels de R.S.A. viennent puiser, pour des contrats de travail limités à six mois, une main d'œuvre bon marché à laquelle aucun droit syndical n'est reconnu.

Que peut faire une population considérée comme étrangère sur son propre sol et à qui on dénie tous les droits ? Toute action qui sort des normes imposées par l'apartheid est considérée comme illégale et châtiée sans pitié par une police d'une redoutable efficacité et une justice expéditive. Il en résulte que toute opposition noire est clandestine et tend à l'insurrection par la force des choses. Mais l'unité dans les luttes est loin d'être une réalité parmi les membres de l'opposition de couleur.

Les révolutionnaires du Pan Africanist Congrès sont basés en Tanzanie, ils s'entredéchirent féroce ment pour la plus grande satisfaction du «pouvoir pâle». Plus connu à cause de la personnalité de l'un de ses fondateurs, Albert Luthuli, prix Nobel de la Paix, l'African National Congrès n'échappe pas aux querelles intestines alors que l'un de ses chefs Nelson Mandela croupit dans le

ce des anciens, d'autres mouvements créés surtout après les émeutes de Soweto voient-ils actuellement le jour comme celui de l'Inkhata Panzoulou (mouvement culturel) du Chef Gaptsha Buthelezi ou celui de l'Azanian People's Organisation (Azapo) de Curtis Nkondo dont l'influence est très grande auprès des ouvriers et des chômeurs des «townships» noires.

Il est cependant inutile de s'illusionner, jamais l'opposition noire ne parviendra par ses seuls moyens à abattre le régime de l'apartheid.

La communauté noire d'Afrique australe peut-elle alors compter sur une action du continent africain ? Il est certain que les nations noires sont sensibilisées plus que toutes autres à ces problèmes abordés depuis de longues années dans le cadre de l'O.U.A. où deux tendances s'affrontent. D'une part, celle du dialogue, préconisée vers les années 1970 par le Président Houphouët-Boigny et à laquelle très peu de nations se sont associées, d'autre part, les partisans de la force qui, sous l'impulsion du Ghana, ont élaboré un projet de Haut Commandement africain chargé de coordonner et d'encadrer des armées africaines dans la perspective d'une expédition militaire contre la R.S.A. Armée africaine qui devrait faire face à de quasi insurmontables problèmes de logistiques et qui ne pèserait pas lourd devant la formidable armée Sud-Africaine qui, tout en dominant parfaitement l'emploi des matériels militaires classiques les plus sophistiqués, dispose dans doute déjà, également, de l'armement atomique.

Alors situation bloquée jusqu'à ce qu'une inévitable explosion



... et Soweto : la ville noire.

bagne de Robben Island, situé dans la baie du Cap. Abrisés au Mozambique, ses militants voient leurs mouvements limités par les autorités de Maputo qui, bien que marxistes avoués, n'en subsistent pas moins grâce au concours apporté par les racistes de Prétoria, ce qui implique plus que de la prudence.

Aussi bien, devant l'impuissan-

aux conséquences incalculables se produise ? Un espoir cependant est peut-être en train de naître.

UNE LUEUR DANS LES TENEBRES

Alain Paton, l'auteur noir Sud-Africain de l'inoubliable «Pleure ô pays bien aimé» déclarait cet été au journaliste mauricien A. Gor-

don-Gentil : «Ces gens-là (les dirigeants d'A.S.) sont en pleine décrépitude morale, ce sont des schizophrènes ! Ils ont construit un monde et vivent en dehors du réel ; ils pensent que le chemin qu'ils ont emprunté est le bon, qu'il est absolument sans risque, mais ils reçoivent de temps en temps des chocs qui les ramènent à la réalité, Soweto par exemple».

Soweto, Sharpsville sans doute, mais aussi l'indépendance de la Rhodésie, sont des faits qui commencent à dessiller les yeux de certains. On observera également que si l'aspect dit «positif» de l'apartheid, c'est-à-dire la création «réelle» d'Etats noirs n'est remise en question par personne, certains autres aspects de la politique raciale sont envisagés de façon sensiblement différente selon qu'il s'agit des blancs afrikans ou de la minorité anglaise plus libérale, ou encore des blancs du Transvaal confrontés à une forte présence noire et ceux de la province du Cap beaucoup plus «blanche». Ces deux tendances s'opposent de plus en plus à l'intérieur du Parti National où, face aux «Verglites», les éclairés, groupés autour de P.V. Botha, l'actuel 1er Ministre, s'agitent les «Verkrampies», traditionnels, conduit par le ministre de l'Equipement, P. Treurnicht, un raciste forcené dont les propos font paraître pour d'aimables bluettes ceux tenus par les idéologues de Nouvelle Ecole ou les nazis de l'ex-FANE.

P.W. Botha, le libéral, est la chance de l'Afrique du Sud. Sous son action, bien des aspects du Petty Apartheid disparaissent déjà. Mais il est plus facile d'enlever une affiche offensante d'un édifice public que changer la mentalité des gens. Or, totalitaire vis-à-vis des noirs, la R.S.A. est une parfaite démocratie dans sa composante blanche et le Premier ministre doit tenir compte de cet élément fondamental pour conduire une politique qui sera forcément lente.

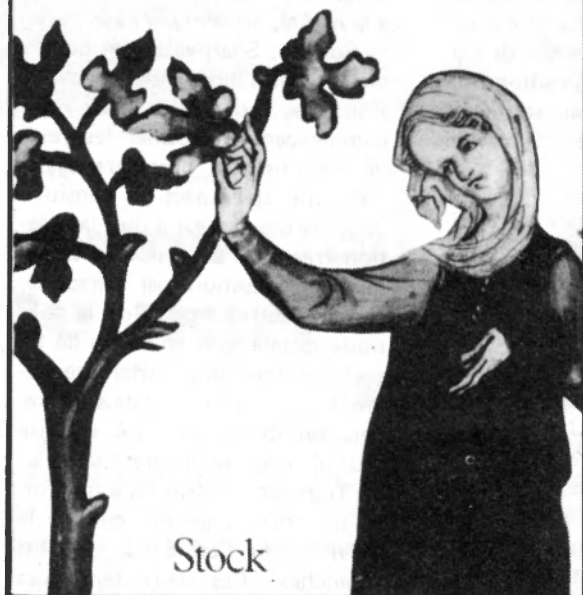
Aura-t-il le temps, et jusqu'où est-il disposé à aller ? Une chose est certaine cependant, si la politique intérieure de Botha consiste en de simples améliorations de forme du sort de la population noire, si elle ne tend pas à de fondamentales remises en cause, l'espoir de voir régler pacifiquement les problèmes Sud-Africains relève alors de l'impossible pari.

Michel FONTAURELLE

- Sur la question Sud-Africaine on pourra se reporter au numéro 313 de *Royaliste*, franco 4,50 F.

REGINE PERNOUD

La femme au temps des cathédrales



Dans «La femme au temps des cathédrales» Régine Pernoud donne à la fois une sévère leçon aux phalocrates napoléoniens, imbus de droit romain et aux phalocrates à rebours du M.L.F.

L'auteur rappelle l'omni-pré-sence de la femme, de la chute de Rome à celle de Constantinople. Elle parle bien sûr de Clotilde, l'évangélisatrice des Francs. Mais elle insiste aussi sur le fait que la femme, contrairement au droit

romain, peut alors disposer d'elle-même... y compris pour se refuser au mariage et fonder des communautés religieuses ou vivre eremitiquement. Sainte Geneviève, la vierge qui éloigna les Huns et vécut jusqu'à quatre vingt neuf ans

relève du second cas. Cesarie, à la demande de laquelle son frère Saint Césaire, évêque d'Arles, rédigea les règles du premier monastère féminin relève du premier. Et ces monastères furent illustrés entre autres par Radegonde, la reine qui prit le voile et dont la correspondance mystique avec Fortunat n'est pas loin d'égaliser celle de Sainte Thérèse d'Avila avec Saint Jean de la Croix.

Mais il ne s'agit pas d'exceptions comme en témoignent Herra de Landsberg, abbesse de Sainte Odile en Alsace, à la fin du XIIe siècle et Hildegarde de Bingen, abbesse de Bingen (sur les bords du Rhin) de 1147 à 1179. Cette dernière, auteur de trois ouvrages, est consultée aussi bien par le pape Eugène III que par Frédéric Barberousse ou Saint Bernard de Clairvaux.

L'âge féodal et l'amour cette invention du XIIe siècle», multiplient les ouvrages consacrés à la femme, la *domina*, la maîtresse de maison. Ouvrages de coquetterie mais aussi traités d'amour comme celui d'André Chapelain. Le tout pendant que sont tissées des tapisseries comme la Dame à la Licorne.

Et, à cette époque, la femme joue un rôle politique capital. On pense bien sûr à Aliénor d'Aquitaine et à Blanche de Castille. Mais n'oublions pas Aliénor de Castille, l'épouse d'Henri III d'An-

gleterre ou la princesse Mathilde grâce à qui l'empereur Henri IV se rendit à Canossa. Quant à Adèle de Blois, fille de Guillaume le conquérant, elle joua comme mère et comme régente un rôle presque aussi important que son père.

Le rôle de la femme décline sous l'influence du droit romain -la bête noire de Régine Pernoud- au cours des deux siècles auxquels l'auteur tient à resserrer l'appellation de médiévaux (XIVe et XVe siècles). Il n'en est pas moins illustré par Catherine de Sienne, une des deux femmes docteurs de l'Eglise avec Thérèse d'Avila et surtout par Jeanne d'Arc qui apporte quelque clarté dans le trouble général en désignant et en faisant sacrer l'héritier légitime.

En conclusion, Régine Pernoud montre que les dames du Moyen-Age jouent leur rôle mais à leur manière. Elle souhaite une revalorisation de ce rôle mais en ajoutant cette gifle pour le M.L.F. : «*Les femmes se contenteront-elles longtemps d'être des hommes forcément manqués- à moins d'une mutation gigantesque de l'humanité qui serait aussi sa fin*». Qu'en pense Gisèle Halimi ?

Arnaud FABRE

Régine Pernoud -La femme au temps des cathédrales- Ed. Stock. Prix franco 67 F

Michael Voslensky a figuré longtemps sur cette *Nomenklatura* (1). D'où l'intérêt exceptionnel de l'analyse qu'il donne de cette «Nouvelle classe» appréhendée jusqu'à présent de façon trop superficielle par les soviétologues et autres «Kremlinologues» occidentaux. Exceptionnel pourquoi ? Parce qu'il ne s'agit pas d'un récit, comme par exemple celui de Kravchenko (2), mais d'une étude à la fois théorique, historique, politique et sociologique de la réalité du pouvoir en Union soviétique. Utilisant les définitions léninistes, Voslensky montre que l'URSS est gouvernée, non par le Prolétariat ou par le Secrétaire général du PC, mais par un groupe nombreux qui occupe une place prépondérante dans le système de production, dispose des moyens de production, joue un rôle essentiel dans l'organisation sociale du travail et s'approprie une part importante de la richesse sociale.

Cette nouvelle classe dominan-

du pouvoir soviétique

Le socialisme soviétique réalise, théoriquement, la dictature du prolétariat. Mais il s'agit, en pratique, d'une dictature sur le prolétariat, exercée par une nouvelle classe dirigeante qui s'est constituée depuis 1917. Discrets, presque secrets, ses membres figurent sur une liste, elle aussi secrète, de personnes exerçant une fonction de direction dans l'appareil soviétique.

te est issue des «révolutionnaires professionnels» du Parti bolchevik arrivé au pouvoir en 1917. Mais c'est Staline qui a définitivement établi la domination en éliminant la vieille garde léniniste, trop idéaliste à ses yeux. La mort du «génial guide» n'a rien changé de fondamental, sinon que les «liquidations» ne sont plus physiques. Désormais, les membres de la *Nomenklatura* vivent tranquillement, jouissant de leurs privilèges

et surtout de l'exercice du pouvoir, totalement séparé du peuple par leur mode de vie (datchas, voiture, appartements, transports et même nourriture). Michel Voslensky décrit très précisément comment vit cette classe, comment elle se recrute, et en quoi elle tend à devenir... héréditaire.

Passionnante sur le plan de la sociologie du pouvoir, cette analyse permet également de comprendre ce que pense et ce

que veut la *Nomenklatura*. Elle n'est plus marxiste, le discours idéologique n'étant qu'un moyen de gouvernement; elle désire simplement conserver sa puissance, et pour cela maintenir la dictature qu'elle fait peser sur le peuple soviétique et sur les nations soumises. Elle ne veut pas la guerre, qui menacerait sa vie douillette, mais souhaite étendre encore sa puissance. Selon Voslensky, il suffit de manifester quelque fermeté diplomatique pour faire reculer cette classe jouisseuse, qui est fondamentalement lâche.

Livre terrible, qui peut se lire comme un traité du nihilisme européen. Comment oser dire, après une telle démonstration, que le bilan de l'URSS est «globalement positif» ?

B. LA RICHARDAIS

(1) Michael Voslensky - *La Nomenklatura* - Belfond. Prix franco 75 F.

(2) Victor Kravchenko - *J'ai choisi la liberté* -

La grande mobilisation contre le racisme, l'antisémitisme et la résurgence du nazisme s'explique d'abord par la réaction profonde à l'ignoble attentat de la rue Copernic. Mais comment cacher qu'au-delà de la colère, des mots d'ordre et des récupérations, il y a un certain désarroi dans cette réaction. Au moment où je prends la plume, la police n'a pas encore pu déterminer l'origine de l'attentat. Qu'est-ce alors que cette «bête immonde» à laquelle on s'en prend, un peu à l'aveuglette ? Certains déjà vous expliquent qu'on fabrique le monstre ex nihilo, et qu'à force de l'imaginer il finira bien par exister. C'est aller un peu vite en besogne. Tout d'abord, pourquoi avoir visé la communauté juive ? A moins qu'il s'agisse de l'acte isolé d'un fou, il doit bien y avoir une intention, perverse de toute façon : sans aucun doute réveiller des démons mal endormis. Il n'est pas sûr en effet que notre pays ait jamais osé mener à son terme l'analyse profonde de son antisémitisme d'hier. Certes le poids du génocide accompli par les nazis a fait réfléchir sur la logique de la haine.

Pourtant, même en ces semaines, où l'horreur aurait dû obliger l'esprit à répondre aux exigences de l'âme, peu se sont montrés à la hauteur de l'exigence. Beaucoup de bonnes paroles, quelques slogans de manif : la B.A. Heureusement, il y eut l'admirable article de Mgr Lustiger, l'évêque d'Orléans, publié au *Nouvel Observateur*. Juif d'origine, chrétien par son baptême, nul ne pouvait mieux que Jean-Marie Lustiger montrer l'enjeu spirituel, donc historique au sens le plus déterminant, du mystère d'Israël. *«L'existence même du peuple juif surgit de la parole de Dieu. En confiant ainsi à des hommes les commandements de l'amour, Dieu fait naître dans le cœur l'amour des commandements. Il montre ce qu'est l'homme et sa seule dignité : créature de Dieu, image et ressemblance de Dieu. Ainsi par son histoire même, ce peuple de témoins témoigne du destin de l'homme et de l'absolu de son droit»*. Cette parole, continue l'évêque d'Orléans met en jugement le peuple qui en est dépositaire, comme tout homme, toute culture. Lumière crue, elle fait apparaître impitoyablement que les dieux des nations sont des idoles : *«du bois, de la pierre, des œuvres de main d'homme, illusions et mensonges, qui réduisent l'homme à l'esclavage»*. Nous sommes ici, à ce degré où, selon Clavel, se juge toute civilisation qui n'est jamais qu'une option sur l'absolu.

«A la charnière des temps, le conflit avec le paganisme antique va atteindre son paroxysme». Le Christ propose à toutes les nations l'alliance que Dieu avait scellée avec le peuple de son choix : *«Les chrétiens devraient donc le savoir : quand le peuple juif, le peuple du Dieu d'Abraham, d'Isaac et de Jacob, est visé, le Christ est atteint et les chrétiens aussi, si du moins ils sont chrétiens en vérité»*. Face aux enjeux mondiaux, les hommes d'aujourd'hui, conclut l'évêque d'Orléans, sont obligés de poser *«en termes concrets le choix des valeurs morales universelles»*, car c'est le destin de l'espèce humaine dans sa totalité qui est en cause.

L'antisémitisme a donc nécessairement une dimension métaphysique, spirituelle au sens absolu au même titre que l'antichristianisme.



par
Gérard
Leclerc

menace néo-païenne

On peut certes prétendre que l'on est étranger à ce langage qui suppose que l'on eut la foi. Pourtant, c'est l'homme même qui est en cause. L'homme fabricant de dieux et d'idoles, qui ne peut s'empêcher d'investir l'objet de son adoration d'un absolu qui ne saurait rester sans lieu. Croit-on que le retour au sacré est si innocent qu'il en a l'air ?

HITLÉRISME

Quoiqu'il en soit, on est obligé de se souvenir que l'antisémitisme le plus monstrueux, le plus criminel a correspondu avec la renaissance d'un paganisme, d'une véritable religion qui renouait avec le culte des idoles dénoncé par la Bible et refusé depuis toujours par le peuple de la promesse. Il est aussi patent que même si elle ne se manifeste pas toujours avec la même fureur homicide, la haine du christianisme et de ceux que Goebbels appelait les «rats noirs» fut aussi manifeste de la part d'Hitler et de ses séides. Il s'agissait en tout état de cause de supprimer radicalement le Dieu de Moïse et de Jésus-Christ pour revenir à l'idolâtrie primitive. Hitler déclarait sans plus de nuances à Hermann Rauschning : *«Le paysan doit savoir ce que l'Eglise lui a dérobé : l'appréhension mystérieuse et directe de la nature, le contact instinctif, la communion avec l'esprit de la terre. C'est ainsi qu'il doit apprendre à haïr l'Eglise. Il doit apprendre progressivement par quels trucs les prêtres ont volé leur âme aux Allemands. Nous gratterons le vernis chrétien et nous retrouverons la religion de notre race.»*

C'est pourquoi on peut sourire au folklore néopaïen, aux liturgies des bons jeunes gens célébrant les solstices. Il faudrait plutôt en pleurer. Ces garçons et ces filles à qui l'on fait renier leur baptême, seront gagnés progressivement à la haine de leur héritage judéo-chrétien. La maladie les corrodera jusqu'au fond de l'âme. Ils sombreront dans une débauche d'irrationalisme et dans les mystiques les plus folles. Certes c'en sera fini de la loi monothéiste que les imbéciles proclament tyrannie insupportable. La plasticité polythéiste, avec son charme trompeur leur fera bientôt comprendre ce qu'il

en coûte de mettre l'absolu dans la fantaisie de chacun. On en revient toujours au mot de Soljenitsyne : *«La malheur avec leur morale relative, c'est qu'elle justifie tout, même le crime»*. Surtout, on verra les mêmes suivre le premier gourou, qui fera fond sur un sacré disponible et sauvage pour les mener aux aventures les plus folles.

Hitler fondamentalement était un de ces gourous. Le même Rauschning qui eut «le privilège» de longues conversations avec lui l'avait parfaitement repéré : *«Hitler parlait comme un voyant. Il s'était construit une mystique biologique ou si l'on veut une biologie mystique qui formait la base de ses inspirations. Il s'était fabriqué une mythologie personnelle «la fausse route de l'esprit», c'était l'abandon par l'homme de sa vocation divine. Acquérir la vision magique lui apparaissait comme le but de l'évolution humaine. Il croyait qu'il était lui-même déjà au seuil de ce savoir magique, source de ses succès présents et futurs.»*

L'HEURE DES GOUROUS

On dira : quel rapport avec l'attentat de la rue Copernic, et notre situation concrète ? Simplement ceci : en une période nihiliste, de décomposition des idéologies, l'heure des gourous sonne plus qu'à tout autre moment. Les gourous peuvent être inoffensifs, ils peuvent parfois même être bénéfiques. On a vu des sages hindouistes sortir des problèmes de drogue des jeunes qui sans eux auraient sombré. Mais il en est d'autres redoutables qui font appel à des pulsions d'autant plus fortes qu'elles se sont déjà inscrites dans le passé culturel européen. La configuration de ce que, faute de mieux, on pourrait appeler l'inconscient spirituel de l'Europe prédispose à un certain type de paganisme qui trouve son antithèse naturelle directe dans le judaïsme. Pourquoi le judaïsme plus que le christianisme ? Parce qu'il a un statut plus marginal dans notre société, qu'il est plus facilement désigné comme «l'autre», l'Étranger et qu'il demeure le témoin de la rupture absolue dans l'ordre religieux. La doctrine ésotérique d'Hitler, écrit Rauschning, *«lui fait une obligation de professeur à l'égard du juif une haine métaphysique. Israël, le peuple élu d'un Dieu Esprit, devait fatalement être représenté comme l'ennemi mortel du nouveau peuple élu allemand, du peuple agenouillé devant la nature divinisée, devant le nouveau Baal, le Taureau de la fécondité. Un dieu a chassé l'autre. Derrière l'antisémitisme d'Hitler se déroule véritablement une guerre des dieux.»*

C'est dire que je prends très au sérieux l'affirmation par la nouvelle droite d'un paganisme agressif corollaire obligé d'une haine du judéochristianisme (cf le dernier numéro d'*Eléments* la revue du GRECE).

Sa campagne ridicule contre le monothéisme fauteur de totalitarisme est de la même veine. Face à cela qui s'inscrit décidément dans la trame spirituelle d'aujourd'hui, je ne me suis jamais senti aussi spirituellement sémitite. Si ce n'était à cause de ma foi, ce serait simplement pour la cause de l'homme.

(à suivre)

Gérard LECLERC



le cheval d'orgueil

Le «Cheval d'orgueil»; le seul animal que possédaient bien des paysans bretons à l'aube de ce siècle. Claude Chabrol met en scène le livre de Pierre-Jakez Hélias, chronique d'un village bigoudin entre 1908 et 1918.

Evoquons tout de suite la seule ombre qui voile ce tableau à la Millet : le film manque souvent de souffle. Malgré le talent et la sincérité des comédiens (notamment de Jacques Dufilho), nous ne faisons que deviner l'amour démesuré de P.J. Hélias pour sa province natale. Pourtant d'où vient, pour ceux de ma génération (celle d'après la deuxième guerre mondiale), cette impression de recouvrer, au rythme lent des scènes paysannes, une «mémoire» que la vie «moderne» nous fait perdre. Nous n'avons pas vécu cette époque, et pourtant voici qu'elle évoque encore quelque chose...

Chronique, disions-nous. C'est de cela qu'il s'agit. Scènes champêtres, d'avant la mécanisation : une vie dure où le pain se gagne à chaque instant; où la «chienne du monde», la misère noire, la famine, rôdent dans cesse. Veillées : le grand-père, républicain qui sacrifie aux idées modernes, se prend lui-même à croire au contes qu'il récite à un auditoire silencieux. Mélange de religion et de superstition : la soupe de lait et d'ail que boivent les jeunes mariés, la jeune accouchée qui va faire bénir ses relevailles pour «chasser le goût de la pomme»...

Et puis soudain, le tocsin : dès les premiers sons de la cloche, nous savons que plus rien ne sera jamais comme avant. Ce siècle moderne et barbare commence avec la première guerre mondiale. Ces hommes qui n'ont jamais quitté leur terre, vont l'abandonner pour les tranchées. Ceux qui survivront

auront-ils à leur retour le même regard qu'auparavant pour leur village ?

Politique aussi -le pays est divisé en «rouges» et «blancs». Mais quelle différence ? Ce grand-père, d'une race pourtant fière, se découvre respectueusement lorsque «Monsieur le Député (pourtant «rouge») nous fait l'honneur de nous rendre visite» -le hobereau du coin serait-il accueilli autrement chez les «blancs» ?

Et puis l'école laïque, avec ses instituteurs, véritables missionnaires de la République qui ne prêchent la bonne parole que dans une seule langue : le français. Personnages nobles à leur manière; patriotes : «notre pays, ce n'est pas seulement ici, notre pays, il va jusqu'au Rhin». Les instituteurs apportent également une autre culture : «*Si vous ne savez que le breton, vous resterez attachés, court, comme une vache à un pieu*». Mais ces hommes, pourtant profondément intègres et dévoués, le font à coup de brimades: la scène de l'imparfait du subjonctif nous paraît aujourd'hui truculente; elle devait l'être moins pour un petit breton de l'époque.

Des milliers de Bretons qui ont dû émigrer vers les grandes villes pour trouver du travail ont sans doute ressenti un pincement au cœur en regardant ce film. Nous savons aujourd'hui qu'on ne gagne jamais à étouffer un particularisme : c'est toujours une part d'universel que l'on tue.

Pierre CARINI

Il est de coutume, aux Mercredis parisiens de la NAR, d'accueillir des hommes et des femmes qui, sans être royalistes, expriment des soucis qui nous les rendent proches. Ainsi Jean-Luc Marion, maître-assistant de philosophie à Paris IV et animateur de la revue catholique *Communio* avait accepté de répondre à nos questions sur l'avenir des intellectuels.

Ceux qui ne connaissaient pas Jean-Luc Marion pouvaient s'attendre à une aimable causerie d'un intellectuel sur l'intelligentsia ou, au pire, à un cours de philo. Ce fut tout autre chose : incisif, parfois délibérément provocateur, Marion situa le débat dans ce qu'il est convenu d'appeler la crise de civilisation. Pour lui, notre société est en train de faire l'expérience du nihilisme prophétisé par Nietzsche : c'est à dire qu'elle n'est plus

jean-luc marion invité de la nar

qu'un lieu où se développe la volonté de puissance, qui n'a d'autre volonté que de se vouloir elle-même. Ce qui permet de comprendre le statut des idéologies : parées autrefois des prestiges de la science, elles ne sont pas mortes comme on le croyait, mais apparaissent maintenant dans leur nudité : comme autant d'instruments de la volonté de puissance. D'où la nouvelle situation des intellectuels qui perdent le pouvoir qu'ils détenaient pour devenir à leur tour, comme l'idéologie qu'ils servent ou qu'ils fabriquent, des instruments. Mais ils peuvent encore exercer une fonction : dire ce qui est, décrire ce qui se passe, dans l'espérance qu'autre chose advienne.

J.B.

edmond michelet

Il y a dix ans, le 9 octobre 1970, mourait Edmond Michelet. Militant d'Action française, il quitta ce mouvement en 1926 lorsque celui-ci fut condamné par le Vatican et, aussi, en raison de son évolution conservatrice sur le plan social. Président de la Jeunesse Catholique du Béarn, puis de la Corrèze, il s'engagea dès juin 1940 dans la Résistance. Arrêté en 1943 par la Gestapo, il fut déporté au camp de Dachau, où il se dévoua de façon extraordinaire à tous ses compagnons de misère. Il racontera ce long voyage au bout de l'horreur dans un livre : *Rue de la Liberté*. Ministre des Armées du général de Gaulle en 1945, il ne cessera d'être le compagnon fidèle de l'homme du 18 juin, au R.P.F., puis dans divers postes ministériels.

Souvent les convictions s'estompent, dans la course aux responsabilités et le goût des honneurs. Au contraire, Edmond Michelet continua à vivre dans sa foi catholique et resta fidèle aux engagements politiques de sa jeunesse : ce fut lui qui organisa la première rencontre entre le général de Gaulle et le comte de Paris en 1954, et il demeura, tout au long de la République gaulienne, l'ami du Prince et du Général, le témoin de leur dialogue et l'artisan discret mais efficace du projet qu'ils avaient formé en commun.

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

la course aux objectifs

Il y a un mois nous décrétions la **mobilisation générale** pour assurer le succès de la candidature de Bertrand Renouvin aux élections présidentielles. Nous fixions alors trois objectifs prioritaires qui étaient : le nerf de la guerre, l'audience du journal, la collecte des signatures de maires.

LA SOUCRIPTION. C'est bien parti, et nous avons maintenant atteint 15.000 F. Mais n'oublions pas que nous avons fixé un chiffre assez ambitieux : 50.000 F avant Noël pour faire face aux premiers besoins de notre campagne électorale, nous sommes donc encore loin du but et vos dons et souscriptions ne doivent pas se ralentir (versements à l'ordre de Royaliste CCP 18 104 06 N Paris en précisant « Pour Arsenal 81 »).

L'AUDIENCE DU JOURNAL. Parallèlement à la campagne d'abonnements de propagande que nous vous avons proposé afin

de faire connaître le journal à vos amis (abonnement de 3 mois à 15 F), campagne qu'il faut continuer à développer, nous avons procédé à une refonte partielle et à une extension importante du réseau de distribution de notre journal dans la région parisienne. **Royaliste** est en vente dans la quasi totalité des kiosques de la rive droite (rien de changé, pour l'instant, sur la rive gauche). De plus, incessamment, notre journal sera mis en vente dans les départements d'outre-mer ainsi que dans les principaux pays francophones.

LA COLLECTE DES SIGNATURES. Après une période d'organisation et de répartition des tâches, la plupart des fédérations départementales de la N.A.R. se sont maintenant mises au travail. Les premières fédérations « descendues sur le terrain » (Le Nord,

la Seine-Maritime et la Région Parisienne) ont déjà enregistré des résultats assez satisfaisants. Mais le temps presse tout de même : les maires sont beaucoup sollicités et donnent parfois leur signature au premier candidat qui se présente, il ne faut donc pas tarder à réaliser le démarchage systématique que nous avons entrepris pour rassembler ces 500 signatures.

Pour cela il nous faut l'aide de tous nos lecteurs en particulier dans les régions où il n'existe pas de section organisée de la N.A.R. L'enjeu est d'importance : songez que, si nous réussissons, chaque électeur recevra à son domicile une déclaration du candidat (l'équivalent de 30.000.000 de tracts royalistes !), que des affiches seront collées dans chacune des 38.000 communes de France et que les idées royalistes pourront être longuement exposées par le candidat à la radio et à la télévision (plusieurs heures d'écoute)

et cela dans une période où les Français seront particulièrement sensibilisés aux problèmes politiques.

C'est donc bien une occasion unique pour donner aux royalistes une audience considérable.

Comment nous aider ? D'abord il est possible que vous connaissiez parmi vos parents ou amis, des maires auprès desquels une démarche de votre part aurait des chances de succès. Ensuite il s'agit de contacter systématiquement tous les maires dans une zone géographique donnée. Nous vous faciliterons la tâche en vous fournissant une liste de maires à contacter en priorité, un « argumentaire » afin de vous faciliter la visite, une présentation de Bertrand Renouvin, ainsi, bien sûr que les formulaires pour la signature.

Indiquez nous ce que vous pouvez faire pour nous aider, nous vous enverrons, par retour, les papiers nécessaires et tous les conseils voulus.

L'enjeu est d'importance, nous devons gagner !

Yvan AUMONT

■ Mercredis de la N.A.R.

Tous les mercredis, conférence-débat à 20 h dans les locaux du journal.

Mercredi 29 octobre : magazine vidéo réalisé par l'équipe audio-visuel de la N.A.R.

Mercredi 5 novembre : Conférence-débat animée par Hubert Bocquillon : « Quel avenir pour le prolétariat ? ».

Mercredi 12 novembre : notre invité le **Professeur Albert Jacquard**, chef du service de génétique de l'I.N.E.D., auteur de nombreux ouvrages scientifiques et de l'« Eloge de la différence » viendra nous exposer « L'imposture scientiste de la Nouvelle Droite ».

Attention : cette conférence était initialement prévue pour le 5 novembre.

Nous vous prions de prendre bonne note qu'elle aura lieu le 12 novembre et de prévenir vos amis afin que nous soyons nombreux à venir écouter le professeur Jacquard.

Mercredi 19 novembre : conférence de Gérard Leclerc : « La pensée de René Girard ».

Les lecteurs de **Royaliste** et les sympathisants sont tout particulièrement conviés à ces réunions qui leur permettront de prendre contact avec les principaux rédacteurs du journal et les animateurs parisiens de la Nouvelle Action Royaliste. Vers 22 heures, à l'issue de la conférence, un repas froid est servi qui permet de poursuivre autour d'un pot les conversations amorcées (participation aux frais : 10 F).

■ ROYALISTE-UNIVERSITÉ

Le numéro 14 de **Royaliste-Université** paraît cette quinzaine. Au sommaire : « Les habilitations », « Les jeunes et la politique », « Saunier-Seïté se prend pour Jeanne d'Arc », « Les étudiants étrangers », « Le mythe Jules Ferry » ...

Royaliste-Université qui paraît sur huit pages composées, n'a cependant pas l'intention de constituer un nouvel organe à part entière de la Nouvelle Action Royaliste. Il s'agit avant tout d'un moyen de propagande, pour affirmer la présence des jeunes royalistes dans les facultés. Il ne s'agit

donc pas pour nous de créer un public fidèle mais passif d'une nouvelle publication royaliste, mais plutôt de forger un réseau de diffuseurs. A cet effet a été instauré un tarif d'abonnement qui privilégie les « abonnements-paquets » qui permettent de recevoir et donc de distribuer autour de soi plusieurs exemplaires à chaque parution.

Abonnement normal : 10 F (pour cinq parutions); abonnement de soutien : 30 F; abonnement paquet 5 exemplaires : 35 F; 10 exemplaires : 60 F. Le numéro est vendu au prix de 2 F par nos diffuseurs.

CCP Royaliste 18.104.06.N Paris

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (55 F), un an (95 F), de soutien (200 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris



par
bertrand
renouvin

lettre ouverte aux maires de france

Monsieur le Maire,

Par delà toutes vos responsabilités municipales, vous avez, depuis 1962, le pouvoir d'accorder votre parrainage à l'un des candidats qui souhaitent se présenter aux élections présidentielles.

Ce n'est pas par un hasard que la Constitution désigne les maires de France comme d'éventuels parrains. Le principe adopté il y a près de vingt ans va très loin : il pose les conditions d'une réelle liberté d'expression, et permet à de simples citoyens de se présenter, librement, devant les Français. Par la signature, c'est cette liberté que vous garantisiez, c'est l'exercice du droit de chacun que vous permettez.

Il ne s'agit pas, pour vous, de participer à une opération de « politique politicienne ». Bien au contraire, si la Constitution remet à des citoyens élus le pouvoir de désigner les candidats aux présidentielles, c'est pour enlever à cette consultation son caractère exclusivement politique, c'est pour permettre que le débat s'élargisse à des courants d'opinion qui ne s'expriment pas à travers des partis, c'est pour que des hommes libres puissent, eux aussi, à côté, des professionnels de la politique, s'adresser librement et directement aux Français.

Gardiens de la liberté, garants de l'ouverture du débat politique, votre rôle est donc essentiel. Aussi est-il scandaleux qu'un Pouvoir, pourtant réputé libéral, cherche à le limiter. Il y a quelques années, le nombre des parrains a été porté de cent à cinq cents, afin d'éviter les candidatures fantaisistes. C'est une raison que l'on peut admettre. Mais il est en revanche inadmissible que les futurs candidats ne puissent disposer dès maintenant des formulaires officiels de candidatures (qui sont pourtant arrivés depuis plusieurs mois dans les préfectures) et que l'administration fasse pression sur certains élus locaux pour qu'ils renoncent à parrainer les « petits candidats ».

Faut-il se soumettre à des pressions,

laisser le ministre de l'Intérieur attenter à l'esprit de la Constitution, vider une disposition fondamentale de la loi électorale de son contenu et de sa portée ?

Le débat politique s'en trouverait appauvri, et la liberté de choix des électeurs gravement atteinte. Cela parce que les élections présidentielles sont les seules consultations nationales où les considérations financières et le poids des appareils des partis ne constituent pas un obstacle difficilement franchissable au dialogue entre certains candidats et les électeurs : pour les législatives, il faut présenter un minimum de 75 candidats pour avoir droit à huit minutes de télévision; aux élections européennes, l'obligation de financer le matériel de la campagne interdit la constitution de nombreuses listes. Ainsi, le droit d'expression tend à être réservé aux grandes formations politiques. Mais est-il normal que l'argent soit un moyen de sélection, que les mouvements politiques pauvres soient réduits au silence ?

Or voici que, faute de pouvoir exclure des candidats, des traditions et des projets politiques par des barrières financières, le Pouvoir cherche à les écarter de la campagne présidentielle par des manœuvres administratives. Ce n'est conforme ni à l'esprit, ni à la lettre de la Constitution, pas plus qu'aux exigences de la démocratie libérale dont le pouvoir actuel se prétend le défenseur.

Il est trop facile de dire que les « petits candidats » sont des marginaux qui n'ont aucune chance. De quel droit une autorité administrative, certains partis politiques, voire des journalistes, décident-ils, avant l'expression du suffrage, des chances de tel ou tel candidat ? De quel droit procèdent-ils à une sélection qui n'est prévue par aucun texte ? De quel droit fixent-ils les limites du débat politique, en essayant de l'enfermer dans le cadre défini par les quatre grands partis ?

Les gaullistes, les giscardiens, les socialistes et les communistes expriment évidemment des traditions profondes, et re-

présentent les aspirations et les intérêts de nombreux Français. Faut-il pour autant décréter qu'aucune idée, aucun projet, aucune critique ne saurait surgir d'ailleurs ? Qu'aucune autre tradition politique n'est digne d'être représentée dans la compétition électorale ? Que seuls les quatre grands partis résument et expriment la nation tout entière et que, seuls ils ont en charge son avenir ? Cela revient à bannir toute nouveauté, à détruire toute spontanéité, c'est condamner notre pays aux pensées routinières, c'est l'exposer à la sclérose.

Car le débat politique ne peut être vivant et positif que si des pensées et des projets libres viennent à chaque instant le renouveler. C'est la fonction des minorités politiques, de ces « marginaux » dont on se moque, de ces hommes libres que l'on méprise en haut lieu, que de poser de nouvelles questions, et de former des projets inédits. Ces minorités de droite ou de gauche, ces hommes libres qui refusent de s'inscrire dans les camps politiques habituels, n'ont peut-être « aucune chance » de l'emporter. Mais ils sont irremplaçables parce qu'ils n'ont en général, aucun souci de clientèle, parce qu'ils ne sont pas soumis, comme les grands partis, à des impératifs tactiques qui conduisent souvent ces derniers à cacher leurs intentions réelles sous de séduisants discours.

Les minorités, les « marginaux », sont libres d'entreprendre les analyses critiques que personne n'ose faire, de dire les vérités qui dérangent, de lancer les idées neuves dont notre pays a besoin.

Pour s'exprimer, ces candidats n'ont pas d'autre soutien que le vôtre.

C'est pourquoi la qualité et la vérité du débat présidentiel dépendent de vous. C'est pourquoi la liberté d'expression est aujourd'hui entre vos mains. Je suis sûr, Monsieur le Maire, que vous saurez la défendre.

Bertrand RENOUVIN